

APRÈS LA DÉCISION DES AVOCATS D'OBSERVER UNE GRÈVE GÉNÉRALE

Chorfi veut désamorcer la crise

Une tentative de désamorcer la grave crise qui oppose les avocats à la chancellerie a été entreprise, a-t-on appris de source proche des avocats. Selon ces derniers, le département de la Justice aurait proposé au bâtonnier national une entrevue en vue d'enclencher un début de dialogue à même de «régler le problème».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Pour rappel, les avocats ont décidé de croiser le fer avec leur tutelle. A l'origine de cette montée au créneau, l'avant-projet de loi portant organisation de la profession d'avocat que les intéressés qualifient de «projet de loi liberticide».

La décision a été prise lors d'une assemblée générale des Conseils de l'ordre des avocats qui s'est tenue à l'hôtel Mazafran de Zéralda, samedi dernier et lors de laquelle, les avocats n'ont pas caché leur opposition aux propositions faites par la chancellerie.

D'ailleurs, une grande partie des intervenants ont plaidé pour la radicalisation de l'action à même de «ramener la tutelle à revoir sa position». «Cela fait treize mois que nous, avocats, avons formulé des propositions mais aucune suite n'a été donnée à nos doléances et nous ne voyons rien venir», s'est exclamé l'avocat Noureddine Benissad, membre du Conseil de l'ordre des avocats d'Alger. Pour sa part, Khaled Bourayou dira que «ce projet de loi cherche à embrigader la représentation de la corporation des avocats par une mise sous tutelle de



Les avocats montent au créneau.

Photo : Samir Sid

la chancellerie (administration centrale)», en notant au passage que «le pouvoir exécutif veut astreindre l'avocat au secret de l'enquête

pour l'empêcher de dénoncer les violations des droits de la défense et l'écarter de l'enquête préliminaire qui est menée par la police judi-

ciaire». «Le projet de loi ignore une importante recommandation de la Commission nationale de la réforme de la justice qui permettrait à l'avocat d'assister son client au niveau de l'enquête et d'avoir un œil sur les conditions de sa garde à vue», a-t-il indiqué.

Pour d'autres avocats, «il y a une volonté à travers ce texte de porter atteinte aux droits de la défense et à l'indépendance du barreau vis-à-vis du pouvoir exécutif». «Nous avons recensé 42 articles où le terme ministre ainsi que 7 articles où le terme ministère sont utilisés et qui ont de véritables interférences depuis l'admission jusqu'aux conditions d'exercice de la profession d'avocat alors que la profession d'avocat est censée être une profession libérale et indépendante.»

A. B.

ABDELAZIZ BELAÏD À AÏN DEFLA :

«Par notre silence, nous avons été complices de la mauvaise gouvernance de notre pays»

Le président du parti El Moustakbel, Belaïd Abdelaziz, était hier à Aïn Defla où il a animé un important meeting dans la salle du cinéma Doui dans le cadre des élections du 29 novembre prochain.

C'est le candidat à l'APW, Messous Mohammed qui, en guise de préambule, a dressé un sévère réquisitoire contre la façon dont a été géré le pays et notamment ceux qui se sont succédé aux commandes de la gouvernance en déclarant «ils (les gouvernants) ont poussé les citoyens à haïr leur pays, à détester leur Histoire. Ils nous ont trahis, on leur doit la corruption, la concupiscence, la gabegie, le clientélisme et la hogra» en ajoutant «ils nous ont gavés de discours creux, n'ont jamais fait ce qu'ils ont dit et promis». Evoquant l'éventualité du boycott et l'indifférence des citoyens, il accuse les responsables qui sont actuellement au pouvoir d'être les instigateurs de cette sorte de démission collective. Il note que «plus grand sera le boycott plus ces responsables pourront se maintenir». Après ce préambule, c'est Belaïd Abdelaziz qui se fait objectif en déclarant :



Photo : Samir Sid

Belaïd dresse un bilan sombre de la gestion du pays.

«Certes, ils sont responsables de la situation à laquelle les Algériens sont confrontés aujourd'hui mais nous aussi nous avons été leurs complices par notre silence et notre

démision, nous avons cautionné leurs discours, nous avons applaudi les médiocres, nous leur avons permis de perdurer.» Il dresse ensuite un tableau des plus gris de la situation socio-économique que vit le pays, «de plus en plus de jeunes sombrent dans le désespoir, se suicident, se livrent à la hargne au péril de leurs vies, pourtant c'est une jeunesse qui ne rêve que de travail sain, d'un toit, d'une famille». Belaïd pointe un doigt accusateur vers ceux qui se maintiennent aux postes de responsabilité au nom de la légitimité historique en leur rappelant : «Notre Histoire nous devons la connaître, certes, mais elle ne peut nous faire vivre... aujourd'hui, nous devons gérer avec les compétences, le savoir, la connaissance et la transparence.» Continuant sur sa lancée, il se demande pourquoi on n'a jamais demandé de comptes à ceux qui ont géré. «A aucun, à tous les niveaux de la gestion, il n'a été demandé de présenter un bilan.» Il se fait ensuite très critique des pratiques en vigueur de plus en plus à l'égard d'autres formations politiques, «la corruption continue, on a acheté les hommes

et maintenant on achète leurs voix, les voix sont devenues une marchandise négociable, on n'hésite pas à faire du chantage aux diplômés en leur promettant des contrats de pré-emploi contre un bulletin de vote». Et d'ajouter : «Pire, on menace les moudjahidine de leur retirer leurs attestations communales s'ils ne leur donnent pas leurs voix».

Belaïd fait remarquer ensuite, «Ils (...) ne sont pas puissants car la puissance est dans les idées, dans l'espoir qu'il faut insuffler aux jeunes de pouvoir participer effectivement à la gestion du pays.» Haranguant la salle comble, Belaïd les exhorte, «Il faut nous libérer... Nous les combattons jusqu'à l'instauration d'une véritable démocratie ; choisissez les hommes qui seront à la hauteur de vos aspirations, dignes de votre confiance.»

Cependant il rectifie : «Nous n'avons pas d'ennemis, nos seuls ennemis sont ceux qui nuisent à l'épanouissement de notre pays par leurs comportements néfastes et préjudiciables... solidaires, nous serons plus fort que n'importe quelle puissance au monde».

Karim O.

ILS ONT TENU UN SIT-IN AU NIVEAU DE LA TUTELLE

Les travailleurs de la formation professionnelle montent au créneau

Les travailleurs de la formation professionnelle ont tenu, hier, un sit-in devant le ministère de tutelle. Ils dénoncent la rupture du dialogue avec la tutelle et demandent la prise en charge de leur plate-forme de revendications.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les travailleurs de la formation professionnelle s'insurgent contre le silence du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Pour montrer leur colère, ils ont tenu hier, un sit-in devant le ministère de tutelle. L'Union nationale des travailleurs du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, affiliée au Snapap, initiatrice de ce mouvement, interpelle le

premier responsable du secteur afin d'ouvrir le dialogue avec le partenaire social.

«Nous avons saisi à plusieurs reprises le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels pour trouver des solutions à nos problèmes et écouter nos propositions, en vain», a dénoncé Omar Bourghoud, président de l'Union nationale des travailleurs de la formation professionnelle.

Ce dernier appelle le ministre à entamer des discussions «dans l'immédiat» pour la prise en charge de la plate-forme de revendications des travailleurs du secteur.

Les portestataires demandent la révision du statut particulier et du régime indemnitaire, l'élaboration de la liste des

maladies professionnelles auxquelles s'exposent les travailleurs du secteur et la revalorisation de la prime du soutien pédagogique à hauteur de 15% du salaire de base.

Ils réclament également la titularisation des travailleurs vacataires ainsi que l'abrogation de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2012 qui exclut les enseignants de la formation professionnelle de la promotion au poste de directeur de centre de la formation professionnelle.

L'Union nationale des travailleurs de la formation professionnelle menace de hausser le ton et d'aller vers des actions plus radicales si la tutelle ne répond pas à ses revendications.

S. A.

BAHBOUH DE L'UFDS À MASCARA :

«La démocratie est la seule voie pour sortir de l'impasse»

Intervenant devant une assistance assez nombreuse ce lundi à la Maison de la culture de Mascara, Nordine Bahbouh, président de l'Union des forces démocratiques et sociales (Ufds), rappellera les circonstances de la création de cette formation politique. «Face aux problèmes dans lesquels se débat notre pays, nous nous sommes interdits de rester spectateurs et voilà pourquoi a été créée l'UFDS, dira-t-il, et nous nous sommes inspirés des valeurs de Novembre qui prônent la démocratie et la justice sociale.» Oui, ajoutera-t-il, «la démocratie est la voie pour sortir du marasme». Il écorchera, au passage, certains partis se prévalant de celle-ci et qui fonctionnent selon lui avec des comportements de parti unique. Stabilité, justice et progrès, voilà ce qui nous anime, déclare-t-il. «Oui l'Algérie a besoin de tous ses enfants à l'exclusion des affairistes, des bandits et de ceux qui font dans l'infantilisme politique», martèle-t-il. Puis il reprend,

«men haba oua daba yerkab fi siarat si yassa, aujourd'hui l'Algérie a besoin d'une refondation politique garante de stabilité et de protection de notre pays qui est sans cesse ciblée». Puis il prônera la séparation des pouvoirs en s'attardant sur cette nécessité d'avoir une justice indépendante avec un juge qui prononce la loi dans la sérénité et à l'abri de toute pression. Il s'élèvera par la suite contre les dispositifs de l'Anem ou de l'Ansej qui seraient un leurre. «Nous devons nous investir à créer des emplois durables.» Il évoquera aussi la réindustrialisation génératrice d'emplois et à propos de soutien des prix en citant celui du lait, il dira : «A qui profite-t-il ? Aux producteurs à l'étranger encouragés par notre surconsommation.» Côté participation aux élections locales, l'UFDS a présenté des listes au niveau de quatre communes et a fait alliance avec le PNSD pour une liste commune à l'APW.

M. Meddeber